

Emplois, salaires RGPP, réformes en cours : Rien ne va plus ! ! ! Nous ne laisserons pas faire !

En cette rentrée, que constatons-nous ?

Notre pouvoir d'achat ne cesse de reculer depuis des années et cela ne va pas aller en s'arrangeant. **En effet, le gouvernement nous accorde « royalement » + 0,3 % en octobre 2008 et +0,5 % au 1^{er} juillet de chaque année pour la période 2009-2011.**

Ces augmentations sont dérisoires alors que le point d'indice a perdu plus de 10 % de sa valeur depuis 2000 et que l'INSEE annonce une inflation de 3,6 % pour la seule année 2008.

Cette stagnation des salaires s'accompagne dans nos services d'une dégradation des conditions de travail. **A la DGFIP cette rentrée s'ouvre en effet sur fond de nouvelles suppressions d'emplois (2 400)** qui viennent encore aggraver la situation de l'emploi et l'exercice de nos missions.

Concernant la fusion, il ressort de nos rencontres avec les directions locales (le 11 juillet et le 23 septembre – *comptes rendu complets sur le site CGT Trésor 65* -) que la mise en place des Services des Impôts des Particuliers et du Pôle de Recouvrement Complexe se fera au 1^{er} janvier 2010 alors que la fusion du CDI /CDIF de Tarbes est reportée.

Pour le reste : formation, avenir des trésoreries de proximité, règles de vie des agents (régime ARTT, rémunérations....) c'est le flou le plus total.

De plus, dans l'ensemble de la Fonction Publique ce sont 30 627 emplois qui seront supprimés au nom de la réduction des déficits alors que dans le même temps les cadeaux aux plus riches continueront de s'appliquer (15 milliards d'allègement fiscaux par an au bénéfice des plus favorisés et 400 millions d'euros de remboursement annuel au titre du bouclier fiscal).

Les exonérations de cotisations sociales atteindront quant à elles 32 milliards d'euros cette année alors que les profits des entreprises du CAC 40, malgré la tempête financière, devraient à nouveau avoisiner les 100 milliards

Fusion, délocalisation, fermeture de services, privatisation de la Poste font ainsi peser de lourdes menaces sur l'avenir des services publics et de la Fonction Publique.

C'est pourquoi la CGT impôts/trésor des Hautes Pyrénées s'inscrit pleinement **dans la journée d'action interprofessionnelle du 7 OCTOBRE.**

Pour s'associer à cette première journée d'action internationale pour un travail décent qui concerne les salariés de 26 pays, la CGT impôts/trésor en collaboration avec le SNUI a décidé d'organiser deux Heures d'Information Interdirectionnelle à la bourse du travail.

L'instrument de cette politique porte un nom : **R**évision **G**énérale des **P**olitiques **P**ubliques.

Cette **RGPP** menée au pas de charge tout comme la réorganisation des services d'Etat départementaux a pour finalité les économies budgétaires à tout prix et la disparition d'un service public de proximité.

Il en va des trésoreries comme des bureaux de poste, des sous-préfectures ou des hôpitaux de proximité et la liste n'est pas exhaustive (dans les Hautes Pyrénées la fermeture de la maternité de Lourdes est au programme après celle de Lannemezan)

Le projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires, véritable arme de destruction massive contre le statut général de la Fonction Publique, revient en discussion devant le parlement le 22 octobre. Ce projet que les agents des finances des Hautes Pyrénées ont combattu en juin dernier veut **institutionnaliser la possibilité de licenciement des fonctionnaires, le recours à l'intérim et au temps partiel imposé. Et on nous promet déjà une loi cadre, inspirée du rapport Silicani, qui irait encore plus loin.**

Il est de plus en plus clair que nous assistons à une remise en cause dans les grandes largeurs des GARANTIES COLLECTIVES des personnels de la Fonction Publique afin d'instituer une gestion des ressources humaines calquée sur le modèle du secteur privé.

Au delà de la seule fonction publique ce sont tous les salariés qui subissent de plein fouet la destruction de leurs droits sociaux.

De la retraite à l'assurance maladie, des salaires à la durée légale du travail, des services publics au code du travail tout ce qui participe aujourd'hui à la cohésion sociale est remis en cause.

NOUS NE LAISSERONS PAS FAIRE.

Pour répondre à ces attaques sans précédent, seule l'action convergente des agents de la Fonction Publique et de l'ensemble des salariés peut permettre de changer la donne.

Seule l'action des salariés (du privé comme du public) peut permettre d'imposer d'autres choix à la régression sociale.

Organisons-nous pour la satisfaction de nos revendications :

Statut, pouvoir d'achat, effectifs, conditions de travail !

**Agents des impôts et du trésor
Rendez-vous le 7 octobre
à partir de 14 h 00 à la Bourse du Travail**

(si le lieu de la réunion devait être modifié nous vous en tiendrons informé)

**A l'issue de la réunion : rassemblement avec les salariés du Privé
17 H15 place de la mairie à Tarbes**



UNE DATE A RETENIR EGALEMENT :

Pour la première fois dans le département les syndicats CGT trésor et impôts tiendront leurs assemblées générales respectives le même jour.

**ASSEMBLEES GENERALES STATUTAIRES DES
SYNDICATS**

CGT TRESOR et CGT IMPÔTS

**Le Vendredi 17 octobre à partir de 8 H 30
à la bourse du travail**

Les modalités pratiques vous seront communiquées prochainement